

3° le § 2 est complété par un quatrième alinéa, comme suit :

« Dans la période du 6 octobre 2010 jusqu'au 31 décembre 2010 inclus, il est interdit dans les zones-c.i.e.m. II, IV (Mer du Nord et l'Estuaire de l'Escaut) que les captures totales de cabillauds par voyage en mer, réalisées par un bateau de pêche dont la puissance motrice est supérieure à 221 kW et qui est repris sur la Liste officielle des navires de pêche belges 2010 comme équipé pour la pêche au chalut à perches, dépassent une quantité égale à 480 kg multiplié par le nombre de jours de navigation réalisés au cours de ce voyage en mer dans les zones-c.i.e.m. en question. »

4° le § 3 est complété par un quatrième alinéa suivant :

« Dans la période du 6 octobre 2010 jusqu'au 31 décembre 2010 inclus, il est interdit dans les zones-c.i.e.m. II, IV (Mer du Nord et l'Estuaire de l'Escaut) que les captures totales de cabillauds par voyage en mer, réalisées par un bateau de pêche qui n'est pas repris sur la Liste officielle des navires de pêche belges 2010 comme équipé pour la pêche au chalut à perches, dépassent une quantité égale à 660 kg multiplié par le nombre de jours de navigation réalisés au cours de ce voyage en mer dans les zones-c.i.e.m. en question. »

5° le § 6 est complété par un troisième alinéa suivant :

« Les quantités reprises dans les §§ 1<sup>er</sup>, 2 et 3, attribuées pour la période du 6 octobre 2010 jusqu'au 31 décembre 2010 inclus, sont augmentées par 240 kg par jour de navigation, si le bateau concerné a utilisé l'engin de pêche TR 1 ou BT 1 pendant le voyage entier. »

**Art. 12.** Dans l'article 28, § 4 alinéa 2 du même arrêté, modifié par l'arrêté ministériel du 26 mars 2010, le nombre « 60 » est remplacé par le nombre « 85 ».

**Art. 13.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 2010, à l'exception des articles 4, 7, 8 et 11, qui entrent en vigueur le 6 octobre 2010. Cet arrêté cessera d'être en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2011.

Bruxelles, le 22 octobre 2010.

Le Ministre flamand de l'Economie, de la Politique extérieure, de l'Agriculture et de la Politique de la Ruralité,  
K. PEETERS

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2010 — 3727

[2010/205635]

**7 OCTOBRE 2010. — Arrêté du Gouvernement wallon reconnaissant les dénominations "Saucisson d'Ardenne", "Petit Saucisson d'Ardenne", "Collier d'Ardenne" et "Pipe d'Ardenne" en qualité d'indications géographiques**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, l'article 3, 2° et 3°, modifiés par la loi du 29 décembre 1990, et 6°, modifié par la loi du 29 décembre 1990 et par l'arrêté royal du 22 février 2001;

Vu le décret du 7 septembre 1989 concernant l'attribution du label de qualité wallon, l'appellation d'origine locale et l'appellation d'origine wallonne ainsi que la mise en application en Région wallonne des Règlements (CE) n° 2081/92 et n° 2082/92, modifié par le décret du 19 décembre 2002;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2009 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 2010;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale en date du 17 juin 2010;

Vu l'avis 48.384/4 du Conseil d'Etat, donné le 5 juillet 2010, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant le Règlement (CE) n° 510/2006 du Conseil du 20 mars 2006 relatif à la protection des indications géographiques et des appellations d'origine des produits agricoles et des denrées alimentaires;

Considérant le Règlement (CE) n° 1898/2006 de la Commission du 14 décembre 2006 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 510/2006 du Conseil relatif à la protection des indications géographiques et des appellations d'origine des produits agricoles et des denrées alimentaires;

Considérant la demande d'enregistrement des dénominations "Saucisson d'Ardenne", "Petit Saucisson d'Ardenne", "Collier d'Ardenne" et "Pipe d'Ardenne" en qualité d'indications géographiques protégées (IGP) au sens du Règlement (CE) n° 510/2006 relatif à la protection des indications géographiques et des appellations d'origine des produits agricoles et des denrées alimentaires, introduite le 18 août 2008 par l'Association pour l'Usage et la Défense du Saucisson d'Ardenne (Audesa ASBL) auprès du Ministre de l'Agriculture;

Considérant l'avis de mise en consultation au niveau national du dossier relatif à la demande sus-mentionnée, publié le 17 octobre 2008 au *Moniteur belge*;

Considérant la phase de consultation nationale du dossier, initiée le 17 octobre 2008 et terminée le 16 novembre 2008;

Considérant les deux déclarations d'opposition recevables introduites auprès de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie, respectivement le 13 novembre 2008 par la SA Guina sise à B-1830 Machelen et le 14 novembre 2008 par la SA Terbeke-Pluma sise à B-2160 Wommelgem;

Considérant les réponses de l'ASBL Audesa aux objections des opposants, introduites le 15 février 2009 auprès de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement;

Considérant l'avis rendu par la Commission consultative scientifique pour les produits agroalimentaires de la Région wallonne (CCSPA) le 18 mars 2009;

Considérant la demande d'agrément en qualité d'organisme certificateur introduite par la SPRL Promag auprès de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement le 7 octobre 2009;

Considérant les modifications apportées au dossier par l'ASBL Audesa pour tenir compte de l'avis de la CCSPA, introduites auprès de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement le 9 octobre 2009;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° "règlement" : le Règlement (CE) n° 510/2006 du Conseil du 20 mars 2006 relatif à la protection des indications géographiques et des appellations d'origine des produits agricoles et des denrées alimentaires;

2° "décret" : le décret du 7 septembre 1989 concernant l'attribution du label de qualité wallon, l'appellation d'origine locale et l'appellation d'origine wallonne ainsi que la mise en application en Région wallonne des Règlements (CE) n° 2081/92 et n° 2082/92, tel que modifié par le décret du 19 décembre 2002;

3° "enregistrement" : l'enregistrement des dénominations "Saucisson d'Ardenne", "Petit Saucisson d'Ardenne", "Collier d'Ardenne" et "Pipe d'Ardenne" en qualité d'indications géographiques protégées (IGP) au sens du règlement;

4° "reconnaissance" : la reconnaissance - impliquant une protection - à titre transitoire au sens de l'article 5, § 6, du règlement, des dénominations "Saucisson d'Ardenne", "Petit Saucisson d'Ardenne", "Collier d'Ardenne" et "Pipe d'Ardenne" en qualité d'indications géographiques au sens de l'article 14bis, § 1<sup>er</sup>, du décret;

5° "dossier" : le dossier de demande d'enregistrement reprenant les éléments décrits à l'article 5, § 3, du règlement;

6° "cahier des charges" : le cahier des charges "Saucisson d'Ardenne, Petit Saucisson d'Ardenne, Collier d'Ardenne, Pipe d'Ardenne", propriété de l'Association pour l'Usage et la Défense du Saucisson d'Ardenne (Audesa ASBL) et annexé par elle au dossier;

7° "service" : la Direction de la Qualité de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie.

**Art. 2.** Les dénominations "Saucisson d'Ardenne", "Petit Saucisson d'Ardenne", "Collier d'Ardenne" et "Pipe d'Ardenne" sont reconnues en qualité d'indications géographiques au sens de l'article 14bis, § 1<sup>er</sup>, du décret.

La reconnaissance prend effet à dater de la réception par la Commission européenne de la demande d'enregistrement qui est transmise par le Ministre de l'Agriculture à l'issue de la voie de recours visée à l'article 3. La date de l'accusé de réception du dossier par la Commission européenne est notifiée par publication d'un avis au *Moniteur belge*.

**Art. 3.** Tout recours contre la reconnaissance est à introduire auprès du Conseil d'Etat dans les soixante jours calendrier à partir de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Le dossier est disponible en ligne sur le site Internet "Portail de l'Agriculture wallonne" à l'adresse suivante :

[http://agriculture.wallonie.be/apps/spip\\_wolwin/article.php3?id\\_article=73](http://agriculture.wallonie.be/apps/spip_wolwin/article.php3?id_article=73)

En cas d'inaccessibilité du dossier en ligne, contact peut être pris à l'adresse suivante :

Service public de Wallonie

Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement

Département du Développement

Direction de la Qualité (tél. : 081-64 96 08/17 - email : damien.winandy@spw.wallonie.be)

Chaussée de Louvain 14

B-5000 Namur.

**Art. 4.** Toute demande visant à bénéficier d'une période transitoire d'adaptation telle que définie à l'article 5, § 6, du règlement est introduite auprès du service, par envoi recommandé ou par le recours à tout autre moyen faisant preuve de l'envoi, dans les soixante jours calendrier à partir de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

**Art. 5.** La SPRL Promag, sise Centre d'Entreprises et d'Innovation - parc d'activités économiques de Aye à B-6900 Marche-en-Famenne, est agréée en tant qu'organisme certificateur chargé du contrôle de la bonne application du cahier des charges et de la certification des produits qui en résultent.

Le tarif de la redevance due par les producteurs pour la certification se décompose comme suit :

- une redevance annuelle fixe;

- une redevance au kilogramme de saucisson produit.

Les redevances maximales s'élèvent respectivement à 300,00 et 0,05 euros hors T.V.A. Ces montants sont adaptés chaque année au 31 janvier pour tenir compte de l'évolution de l'indice des prix à la consommation. Le nouvel indice pris en compte au 31 janvier est la moyenne arithmétique des indices des douze mois de l'année civile écoulée. L'indice (base 2004) à appliquer selon ce mode de calcul à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté égale 100.

Les montants maxima des redevances peuvent être modifiés, à la demande de l'organisme certificateur, en accord avec l'ASBL Audesa.

**Art. 6.** Le Ministre de l'Agriculture est chargé de transmettre le dossier à la Commission européenne et de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 7 octobre 2010.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,  
B. LUTGEN

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2010 — 3727

[2010/205635]

**7. OKTOBER 2010 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Anerkennung der Bezeichnungen "Saucisson d'Ardenne", "Petit Saucisson d'Ardenne", "Collier d'Ardenne" und "Pipe d'Ardenne" als geographische Angaben**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei, insbesondere der Artikel 3, 2° und 3°, abgeändert durch das Gesetz vom 29. Dezember 1990, und 6° abgeändert durch das Gesetz vom 29. Dezember 1990 sowie durch den Königlichen Erlass vom 22. Februar 2001;

Aufgrund des Dekrets vom 7. September 1989 über die Ausstellung des Wallonischen Qualitätszeichens, die Bezeichnung des lokalen Ursprungs und die Bezeichnung des Wallonischen Ursprungs sowie über die Umsetzung der Verordnungen (EG) Nr. 2081/92 und Nr. 2082/92 auf dem Gebiet der Wallonischen Region, abgeändert durch das Dekret vom 19. Dezember 2002;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2009 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Regierungsurkunden, in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 2010 abgeänderten Fassung;

Aufgrund der Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde vom 17. Juni 2010;

Aufgrund des am 5. Juli 2010 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats 48.384/4;

In Erwägung der Verordnung (EG) Nr. 510/2006 des Rates vom 20. März 2006 zum Schutz von geographischen Angaben und Ursprungsbezeichnungen für Agrarerzeugnisse und Lebensmittel;

In Erwägung der Verordnung (EG) Nr. 1898/2006 der Kommission vom 14. Dezember 2006 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EG) Nr. 510/2006 des Rates zum Schutz von geographischen Angaben und Ursprungsbezeichnungen für Agrarerzeugnisse und Lebensmittel;

In Erwägung des von der "Association pour l'Usage et la Défense du Saucisson d'Ardenne (Audesa ASBL)" beim Minister für Landwirtschaft eingereichten Antrags auf Eintragung der Bezeichnungen "Saucisson d'Ardenne", "Petit Saucisson d'Ardenne", "Collier d'Ardenne" und "Pipe d'Ardenne" als geschützte geographische Angaben (IGP) im Sinne der Verordnung (EG) Nr. 510/2006 zum Schutz von geographischen Angaben und Ursprungsbezeichnungen für Agrarerzeugnisse und Lebensmittel;

In Erwägung der Bekanntmachung über das Einholen von Stellungnahmen auf nationaler Ebene zu dem vorerwähnten Antrag, die am 17. Oktober 2008 im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wurde;

In Erwägung der Phase der nationalen Einsichtnahme der Akte, die am 17. Oktober 2008 begann und am 16. November 2008 endete;

In Erwägung der beiden zulässigen Einwanderklärungen, die bei der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie jeweils am 13. November 2008 durch die "SA Guina" mit Sitz in B - 1830 Machelen und am 14. November 2008 durch die "SA Terbeke-Pluma" mit Sitz in B-2160 Wommelgen eingereicht wurden;

In Erwägung der am 15. Februar 2009 bei der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt eingereichten Antworten der "ASBL Audesa" auf die Einwände der Gegner; In Erwägung des am 18. März 2009 abgegebenen Gutachtens des wissenschaftlichen Beratungsausschusses für die landwirtschaftlichen Nahrungsmittel der Wallonischen Region (CCSPA);

In Erwägung des Antrags auf Zulassung als bescheinigende Stelle, die durch die "SPRL Promag" am 7. Oktober 2009 bei der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt eingereicht wurde;

In Erwägung der Abänderungen der Akte, die durch die "ASBL Audesa" angebracht wurden, um dem Gutachten der "CCSPA" Rechnung zu tragen, und die am 9. Oktober 2009 bei der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt eingereicht wurden;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° "Verordnung": die Verordnung (EG) Nr. 510/2006 des Rates vom 20. März 2006 zum Schutz von geographischen Angaben und Ursprungsbezeichnungen für Agrarerzeugnisse und Lebensmittel;

2° "Dekret": das Dekret vom 7. September 1989 über die Ausstellung des Wallonischen Qualitätszeichens, die Bezeichnung des lokalen Ursprungs und die Bezeichnung des Wallonischen Ursprungs sowie über die Umsetzung der Verordnungen (EG) Nr. 2081/92 und Nr. 2082/92 auf dem Gebiet der Wallonischen Region, in seiner durch das Dekret vom 19. Dezember 2002 abgeänderten Fassung;

3° "Eintragung": die Eintragung der Bezeichnungen "Saucisson d'Ardenne", "Petit Saucisson d'Ardenne", "Collier d'Ardenne" und "Pipe d'Ardenne" als geschützte geographische Angaben (g.g.A.) im Sinne der Verordnung;

4° "Anerkennung": die vorübergehende Anerkennung, die im Sinne des Artikels 5, § 6 der Verordnung einen Schutz impliziert, der Bezeichnungen "Saucisson d'Ardenne", "Petit Saucisson d'Ardenne", "Collier d'Ardenne" und "Pipe d'Ardenne" als geographische Angaben im Sinne des Artikels 14bis, § 1 des Dekrets;

5° "Akte": die Akte bezüglich des Antrags auf Eintragung, die die in Artikel 5, § 3 der Verordnung beschriebenen Angaben beinhaltet;

6° "Lastenheft": das Lastenheft "Saucisson d'Ardenne, Petit Saucisson d'Ardenne, Collier d'Ardenne, Pipe d'Ardenne", das Eigentum der "Association pour l'Usage et la Défense du Saucisson d'Ardenne (Audesa ASBL)" ist und durch diese der Akte beigefügt wird;

7° "Dienststelle": die Direktion der Qualität der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie.

**Art. 2** - Die Bezeichnungen "Saucisson d'Ardenne", "Petit Saucisson d'Ardenne", "Collier d'Ardenne" und "Pipe d'Ardenne" werden im Sinne des Artikels 14bis, § 1 des Dekrets als geographische Angaben anerkannt.

Die Anerkennung wird wirksam ab dem Datum des Empfangs bei der Europäischen Kommission des Eintragungsantrags, der durch den Minister für Landwirtschaft nach Ablauf des in Artikel 3 erwähnten Einspruchsverfahrens übermittelt wird. Das Datum der Empfangsbestätigung der Akte bei der Europäischen Kommission wird durch die Veröffentlichung einer Bekanntmachung im *Belgischen Staatsblatt* mitgeteilt.

**Art. 3** - Jeglicher Einspruch gegen die Anerkennung ist innerhalb von sechzig Kalendertagen ab dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses beim Staatsrat einzureichen.

Die Akte ist online auf den Webseiten des "Internetportals der wallonischen Landwirtschaft": <http://www.agriculture.wallonie.be> an der folgenden Anschrift verfügbar.

[http://agriculture.wallonie.be/apps/spip\\_wolwin/article.php3?id\\_article=73](http://agriculture.wallonie.be/apps/spip_wolwin/article.php3?id_article=73)

Ist die Akte online nicht zugänglich, ist sich an folgende Anschrift zu wenden:

Öffentlicher Dienst der Wallonie

Operative Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt

Abteilung Entwicklung

Direktion der Qualität (Tel.: 081-64 96 08/17 - E-mail: [damien.winandy@spw.wallonie.be](mailto:damien.winandy@spw.wallonie.be))

Chaussée de Louvain 14

B-5000 Namur.

**Art. 4** - Jeder Antrag, der darauf abzielt, in den Genuss des für die Anpassung vorgesehenen Übergangszeitraums nach Artikel 5, § 6 der Verordnung zu gelangen, wird innerhalb von sechzig Kalendertagen ab dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses bei der Dienststelle per Einschreiben oder durch jedes Mittel, durch welches der Versand nachgewiesen werden kann, eingereicht.

**Art. 5** - Die "SPRL Promag" mit Sitz in dem "Centre d'Entreprises et d'Innovation - Parc d'activités économiques de Aye" (Zentrum für Unternehmen und Innovation - Gewerbegebiet von Aye) in B-6900 Marche-en-Famenne wird als mit der Kontrolle der ordnungsgemäßen Anwendung des Lastenheftes und der Zertifizierung der daraus sich ergebenden Erzeugnisse beauftragte bescheinigende Stelle anerkannt.

Die Gebühr, die durch die Erzeuger für die Zertifizierung zu zahlen ist, umfasst:

- eine feste Jahresgebühr;
- eine Gebühr pro Kilo erzeugter Wurst.

Die Höchstbeträge der Gebühren belaufen sich jeweils auf 300,00 und 0,05 Euro ohne MwSt. Diese Beträge werden jedes Jahr am 31. Januar angepasst, um der Entwicklung des Verbraucherpreisindex Rechnung zu tragen. Der neue am 31. Januar berücksichtigte Index ist der arithmetische Durchschnitt der Indexe der zwölf Monate des abgelaufenen Kalenderjahres. Der Index (Basis 2004), der je nach Berechnungsmethode am Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses anzuwenden ist, entspricht 100.

Die Höchstbeträge der Gebühren können auf Antrag der bescheinigenden Stelle im Einvernehmen mit der "ASBL Audesa" angepasst werden.

**Art. 6** - Der Minister für Landwirtschaft wird beauftragt, der Europäischen Kommission die Akte zu übermitteln und den vorliegenden Erlass auszuführen.

Namur, den 7. Oktober 2010

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

B. LUTGEN

VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2010 — 3727

[2010/205635]

**7 OKTOBER 2010. — Besluit van de Waalse Regering tot erkenning van de benamingen "Saucisson d'Ardenne", "Petit Saucisson d'Ardenne", "Collier d'Ardenne" en "Pipe d'Ardenne" als geografische aanduidingen**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, inzonderheid op artikel 3, 2° en 3°, gewijzigd bij de wet van 29 december 1990, en 6°, gewijzigd bij de wet van 29 december 1990 en bij het koninklijk besluit van 22 februari 2001;

Gelet op het decreet van 7 september 1989 betreffende de toekenning van het Waalse kwaliteitslabel, de aanduiding van lokale oorsprong alsmede het toepasselijk maken in het Waalse Gewest van de Verordeningen (EG) nrs. 2081/92 en 2082/92, gewijzigd bij het decreet van 19 december 2002;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2009 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 2010;

Gelet op het overleg tussen de gewestelijke Regeringen en de federale overheid van 17 juni 2010;

Gelet op advies nr. 48.384/4 van de Raad van State, gegeven op 5 juli 2010, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op Verordening (EG) nr. 510/2006 van de Raad van 20 maart 2006 inzake de bescherming van geografische aanduidingen en oorsprongsbenamingen van landbouwproducten en levensmiddelen;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1898/2006 van de Commissie van 14 december 2006 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 510/2006 van de Raad inzake de bescherming van geografische aanduidingen en oorsprongsbenamingen van landbouwproducten en levensmiddelen;

Gelet op de aanvraag tot registratie van de benamingen "Saucisson d'Ardenne", "Petit Saucisson d'Ardenne", "Collier d'Ardenne" en "Pipe d'Ardenne" als beschermde geografische aanduiding (BGA) in de zin van Verordening (EG) nr. 510/2006 inzake de bescherming van geografische aanduidingen en oorsprongsbenamingen van landbouwproducten en levensmiddelen, ingediend op 18 augustus 2008 door de "Association pour l'Usage et la Défense du Saucisson d'Ardenne" (Audesa VZW) bij de Minister van Landbouw;

Gelet op het bericht van terinzagelegging op nationaal niveau van het dossier betreffende bovenbedoelde aanvraag, bekendgemaakt op 17 oktober 2008 in het *Belgisch Staatsblad*;

Gelet op de bevolkingsraadpleging van het dossier op nationaal niveau, opgestart op 17 oktober 2008 en beëindigd op 16 november 2008;

Gelet op de twee ontvankelijke aangiften van verzet ingediend bij het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst, Departement Steun, respectievelijk op 13 november 2008 door de NV Guina gelegen te B-1830 Machelen en op 14 november 2008 door de NV Terbeke-Pluma gelegen te B-2160 Wommelgem;

Gelet op de antwoorden van de VZW Audesa op de bezwaren van de tegenstanders, ingediend op 15 februari 2009 bij het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu;

Gelet op het advies uitgebracht op 18 maart 2009 door de Wetenschappelijke Adviescommissie voor Agrovoedingsproducten van het Waalse Gewest (CCSPA);

Gelet op de erkenningsaanvraag als certificerende instelling ingediend op 7 februari 2009 door de BVBA Promag bij het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu;

Gelet op de wijzigingen aangebracht in het dossier door de VZW Audesa om rekening te houden met het advies van de "CCSPA", ingediend op 9 oktober 2009 bij het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit verstaat men onder :

1° "verordening" : Verordening (EG) nr. 510/2006 van de Raad van 20 maart 2006 inzake de bescherming van geografische aanduidingen en oorsprongsbenamingen van landbouwproducten en levensmiddelen;

2° "decreet" : het decreet van 7 september 1989 betreffende de toekenning van het Waalse kwaliteitslabel, de aanduiding van lokale oorsprong alsmede het toepasselijk maken in het Waalse Gewest van de verordeningen (EG) nrs. 2081/92 en 2082/92, zoals gewijzigd bij het decreet van 19 december 2002;

3° "registratie" : de registratie van de benamingen "Saucisson d'Ardenne", "Petit Saucisson d'Ardenne", "Collier d'Ardenne" en "Pipe d'Ardenne" als beschermde geografische aanduidingen (BGA) in de zin van de verordening;

4° "erkenning" : de voorlopige erkenning - met bescherming - in de zin van artikel 5, § 6, van de verordening, van de benamingen "Saucisson d'Ardenne", "Petit Saucisson d'Ardenne", "Collier d'Ardenne" en "Pipe d'Ardenne" als beschermde geografische aanduidingen in de zin van artikel 14bis, § 1, van het decreet;

5° "dossier" : het dossier van de registratieaanvraag met de gegevens bedoeld in artikel 5, § 3, van de verordening;

6° "bestek"; het bestek "Saucisson d'Ardenne, Petit Saucisson d'Ardenne, Collier d'Ardenne, Pipe d'Ardenne", eigendom van de "Association pour l'Usage et la Défense du Saucisson d'Ardenne (Audesa ASBL)" en gevoegd als bijlage bij het dossier;

7° "dienst" : de Directie Kwaliteit van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst.

**Art. 2.** De benamingen "Saucisson d'Ardenne", "Petit Saucisson d'Ardenne", "Collier d'Ardenne" en "Pipe d'Ardenne" worden erkend als geografische aanduidingen in de zin van artikel 14bis, § 1, van het decreet.

De erkenning heeft uitwerking vanaf het ontvangst door de Europese Commissie van de registratieaanvraag die door de Minister van Landbouw na het beroep bedoeld in artikel 3 wordt overgemaakt. Het datum van het ontvangstbewijs van het dossier door de Europese Commissie wordt bekendgemaakt door de publicatie van een bericht in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 3.** Elk beroep tegen de erkenning dient te worden ingediend bij de Raad van State binnen zestig kalenderdagen vanaf de inwerkingtreding van dit besluit.

Het dossier ligt ter beschikking op de website "Portail de l'Agriculture wallonne" (Portaal Waalse Landbouw) op het volgende adres :

[http://agriculture.wallonie.be/apps/spip\\_wolwin/article.php?id\\_article=73](http://agriculture.wallonie.be/apps/spip_wolwin/article.php?id_article=73)

Bij onbereikbaarheid van het dossier on-line, kan contact worden genomen op het volgende adres :

Service public de Wallonie

Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement

Département du Développement

Direction de la Qualité (tél. : 081-64 96 08/17 - email : damien.winandy@spw.wallonie.be)

Chaussée de Louvain 14

B-5000 Namen.

**Art. 4.** Elke aanvraag om van een overgangsperiode voor de aanpassing te kunnen genieten, zoals bepaald in artikel 5, § 6, van de verordening, wordt binnen zestig kalenderdagen vanaf de inwerkingtreding van dit besluit bij de dienst ingediend, bij aangetekende brief of met elk ander middel dat de zending kan bewijzen.

**Art. 5.** De BVBA Promag, gelegen "Centre d'Entreprises et d'Innovation - Parc d'activités économiques de Aye" te B-6900 Marche-en-Famenne, wordt erkend als certificerende instelling belast met de controle van de goede toepassing van het bestek en met de certificering van de producten die eruit voortvloeien.

Het tarief van de door de producenten verschuldigde heffing voor de certificering wordt onderverdeeld als volgt :

- een vaste jaarlijkse heffing;

- een heffing per kilogram geproduceerde worst.

De hoogste heffingen bedragen respectievelijk 300,00 en 0,05 euro excl. btw. Deze bedragen worden jaarlijks op 31 januari aangepast om rekening te houden met de evolutie van het indexcijfer der consumptieprijzen. Het nieuwe indexcijfer waarmee rekening wordt gehouden is het rekenkundig gemiddelde van de indexcijfers van de twaalf maanden van het verlopen kalenderjaar. Het toe te passen indexcijfer (basis 2004) overeenkomstig deze berekeningswijze op de inwerkingtreding van dit besluit is 100.

De hoogste bedragen van de heffingen kunnen worden gewijzigd, op verzoek van de certificerende instelling, in overeenstemming met de VZW Audesa.

**Art. 6.** De Minister van Landbouw is belast met het overmaken van het dossier aan de Europese Commissie en met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 7 oktober 2010.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

B. LUTGEN